



Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

15 octobre 2015

Le séminaire national sur la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS), qui se tient actuellement au Centre de conférence international d'Ivato occupe les grandes lignes des quotidiens parus ce jour. Dans son discours d'ouverture lors dudit séminaire, le Chef de l'Etat a mis l'accent sur la sécurité, la lutte contre la corruption et la justice, comme étant les trois préceptes-clés du développement.

Collectivités Territoriales Décentralisées

INDEMNITES SYMBOLIQUES POUR LES CONSEILLERS MUNICIPAUX

Les indemnités des conseillers municipaux sont dérisoires, et soulèvent l'indignation des nouveaux élus, qui ont assisté à leur première réunion cette semaine. En effet, la loi prévoit des indemnités de 2.800 Ariary par jour pour les conseillers municipaux travaillant au sein d'une commune rurale, contre 8.000 Ariary dans les communes urbaines. D'après Philibert Andriamanantsoa, secrétaire général du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, c'est le montant prévu par le décret régissant le fonctionnement des communes, datant de plusieurs années. Néanmoins, un projet d'amélioration des conditions des conseillers municipaux est en cours d'étude, mais son entrée en vigueur n'est pas encore prévue. La motivation des conseillers municipaux dépend donc de la générosité du maire, à l'exemple de la commune d'Ivato-Tanàna, qui a décidé d'octroyer 25.000 Ariary d'indemnité de déplacement forfaitaire à chaque réunion. Cependant, tout dépend des moyens financiers dont dispose chaque commune. Si certaines vont jusqu'à donner un salaire mensuel à leurs conseillers, d'autres n'arrivent même pas à s'acquitter de l'indemnité minimum prévue par la loi. (L'Express de Madagascar, p. 5)

PASSATION DE SERVICE EFFECTIVE POUR LA COMMUNE URBAINE DE MAJUNGA

La passation de service entre le PDS sortant de la commune urbaine de Majunga I, Maeva Portos et le maire nouvellement élu, Andriatomanga Moktar Salim s'est déroulée hier dans les bureaux de ladite commune. Le nouveau maire a affirmé qu'il est ouvert à toute collaboration et partenariat pour assurer le développement de sa circonscription. Parmi ses projets figure l'installation d'un réseau Internet dans les 26 fokontany composant la commune. (Tia Tanindrazana, p. 6)

Politique

REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE : LA JUSTICE POINTEE DU DOIGT

Considérée comme une des institutions garantes de la sécurité, la Justice malgache est pourtant pointée du doigt par les forces de l'ordre, les entités en charge de la lutte contre la corruption, et même par le Chef de l'Etat. En effet, ces derniers considèrent que les Tribunaux douchent les actions de répression. Mis à part les soupçons de corruption, l'impartialité des magistrats est également remise en question. Ainsi, d'après le Général David Raveloson, directeur du comité de la RSS, la mise en place d'un organe de surveillance des juges ou encore la limitation du mandat d'un juge à 2 à 3 ans maximum avant sa mutation figurent, entre autres parmi les suggestions recueillies durant les consultations régionales. Lors de son discours d'ouverture du Séminaire national de la RSS hier, le Chef de l'Etat a mis l'accent sur la sécurité, la justice et la lutte contre la corruption. Ces trois préceptes étant « le socle fondamental » pour rétablir la confiance des Malgaches envers l'Etat et restaurer ainsi l'autorité étatique. D'après le numéro Un malgache, la mise en place d'un Etat de droit passe par une justice équitable, professionnelle et soucieuse de l'intérêt de la population. La Représentante de l'Union africaine, Hawa Ahmed Youssouf, organisation continentale initiatrice de la RSS à Madagascar, a précisé qu'« il s'agit d'un processus par lequel les Etats formulent ou

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



réorientent les politiques, les structures et les capacités des institutions et des groupes engagés dans le secteur de la sécurité, en vue de les rendre plus efficaces, plus efficaces, tout en étant attentifs aux besoins de sécurité et de justice de la population ». (L'Express de Madagascar, p. 3)

- *Plus de 800 participants, composés notamment de parlementaires, d'anciens ministres, de Chefs de région, de Préfets, de la société civile, des commandants de compagnie et de brigade de la gendarmerie, sans parler des représentants des partenaires techniques et financiers vont se pencher sur la RSS durant 4 jours, du 14 au 17 octobre. L'ancien Chef d'Etat Didier Ratsiraka, et deux anciens Premiers ministres, à savoir Monja Roindefo et Camille Vital, ont également assisté au séminaire. Ce séminaire a pour but de capitaliser les consultations régionales et de réfléchir sur les grands axes d'une Lettre de politique générale sur la RSS. (Midi Madagasikara, p. 13)*
- *L'extrait du discours d'investiture de Hery Rajaonarimampianina, concernant le rétablissement de la confiance de l'Etat par l'intermédiaire de la restauration de l'autorité de l'Etat, devient aujourd'hui le fondement de la RSS, opine Les Nouvelles (p. 3)*
- *Le rétablissement du service national pour les étudiants malgaches ayant décroché leur diplôme de baccalauréat, l'implication de la femme dans la lutte contre l'insécurité, le déploiement des forces de l'ordre pour une sécurisation de proximité ou encore le renforcement des capacités des agents des quartiers-mobiles, ont été les points abordés durant le séminaire sur la RSS. Cette initiative est menée conjointement par les partenaires internationaux de Madagascar, à savoir l'Union Africaine, la Communauté de Développement de l'Afrique Australe, l'Union Européenne, ainsi que l'Organisation Internationale de la Francophonie. (Madagascar-Laza, p. 2)*
- *De l'avis de Madagascar Matin, le fait de mettre en première ligne des quartiers-mobiles à main nue contre des bandits armés, d'après les discours officiels prononcés à l'ouverture, est du pur suicide. Les quartiers-mobiles ne seront que de « la chair à canon pour les dahalo », d'autant plus que les forces de l'ordre préfèrent prendre leurs jambes à leur cou plutôt que d'affronter les bandits. (p. 3)*
- *Les participants aux consultations régionales sur la RSS avaient suggéré de remplacer le président de la République à la présidence du Conseil supérieur de la Magistrature (CSM) afin de garantir l'indépendance de la Justice. Cette idée d'enlever au Chef de l'Etat la fonction de président du Conseil reste d'actualité, d'autant que cette mesure permettra de réduire les pressions exercées sur les magistrats. (La Gazette de la Grande Ile, p. 3)*
- *D'après L'Observateur, Madagascar devrait sérieusement songer à rétablir la peine de mort, comme étant la seule solution à la criminalité. La Grande Ile devrait prendre l'exemple sur la Turquie, qui a aboli la peine de mort, mais l'a restaurée après que l'insécurité se soit généralisée. (p. 3)*
- *Le nouveau maire de la commune d'Ivato-Tanàna, Penjy Randrianarisoa, a effectué son premier discours officiel durant le séminaire national sur la RSS au CCI d'Ivato, relate Tia Tanindrazana. Le Premier Magistrat de la commune d'Ivato a souhaité qu'au bout de ces 4 jours de séminaire, des résolutions efficaces soient prises pour résoudre le problème de l'insécurité qui sévit actuellement sur tout le territoire national. (p. 4)*
- *L'opinion publique s'interroge si ce genre de réunion, onéreuse, apportera réellement des réalisations concrètes, ou est-ce simplement pour faire bonne figure auprès des bailleurs de fonds. (Takoritsika p. 2)*

REUNION A IAVOLOHA : LE CHEF DE L'ETAT REÇOIT LES NOUVEAUX MAIRES

Hery Rajaonarimampianina recevra les maires nouvellement élus, demain au Palais d'Etat d'Iavoloha. Officiellement convoqués pour un « Atelier de formation en leadership », et pour un échange de points de vue à propos de l'administration communale, les quelque 1.676 nouveaux maires

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



recevront certainement des consignes en vue des prochaines élections sénatoriales. A noter que cet atelier de formation sera financé par les partenaires techniques et financiers de la Grande Ile. Mis à part les maires, les chefs d'institution, les membres du gouvernement, ou encore les membres du corps diplomatique, soit près de 2.000 invités en tout, sont attendus à la cérémonie. **(Midi Madagasikara, p. 15)**

- Le regroupement des maires nouvellement élus à Iavoloha coïncide avec la célébration de la Journée africaine de la décentralisation et du développement local. **(Les Nouvelles, p. 2), (La Gazette de la Grande Ile, p. 4)**
- D'après les explications du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, les nouveaux maires des autres régions seront logés dans des hôtels, grâce au soutien financier important des partenaires techniques et financiers, qui interviennent dans le domaine de la décentralisation. **(L'Express de Madagascar, p. 5)**
- La convocation des maires à Antananarivo coûte cher à l'Etat, a noté **Madagascar-Laza**. En effet, même si les organisateurs de cet événement n'ont pas dévoilé l'enveloppe globale des dépenses nécessaires, les dépenses pour l'accueil des 1.676 nouveaux maires seront aux frais du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, ainsi que des partenaires œuvrant dans la promotion de la décentralisation, dont le PNUD ou encore Interaid. **(p. 3)**
- D'après **La Gazette de la Grande Ile**, la convocation des maires pour le regroupement au palais d'Etat d'Iavoloha, à partir de ce jour, est une dépense superflue. Les maires ont été convoqués pour un lavage de cerveau, soulève le quotidien. **(p. 13)**
- « Les maires nouvellement élus ne sont pas convoqués au Palais d'Etat d'Iavoloha pour une sortie récréative, mais pour recevoir des consignes de la part du Chef de l'Etat », explique le ministre de l'Intérieur, Mahafaly Solonandrasana Olivier. **(Tia Tanindrazana p. 3)**

CONSEIL DES MINISTRES : NOMINATIONS AUX HAUTS EMPLOIS DE L'ETAT

Plusieurs nominations aux hauts emplois de l'Etat ont été communiquées lors du conseil des ministres qui s'est tenu hier au palais d'Etat d'Iavoloha, Ainsi, Guy Laurent Ramanampamonjy a été nommé secrétaire général du ministère de la Communication. **(L'Express de Madagascar, p. 5), (Les Nouvelles, p. 2), (Madagascar-Laza, p. 2)**

- Le fait que Guy Laurent Ramanampamonjy soit promu secrétariat général du ministère de la Communication signifie qu'on assiste à un verrouillage dudit ministère par le parti au pouvoir. Andrianjato Razafindambo, devenu ministre coach HVM a trouvé un collaborateur en Guy Laurent Ramanampamonjy pour défendre coûte que coûte le régime, conclut **La Gazette de la Grande Ile (p. 4)**
- En nommant ces anciens hauts fonctionnaires du temps de la Transition aux hauts emplois de l'Etat au sein du ministère de la Communication, la stratégie du régime Rajaonarimampianina est claire : faire en sorte que la chaîne MBS appartenant à l'ancien Président Marc Ravalomanana ne voit plus jamais le jour. **(Tia Tanindrazana p. 3)**

LE PACTE DE RESPONSABILITE EN SUSPENS

Depuis la collecte de signatures des députés pour adhérer au Mémoire de stabilité, le dossier sur l'évolution et la concrétisation du Pacte de responsabilité demeure sans suite. « Nous ne sommes pas au courant de l'avancée du dossier. Les discussions ne semblent ne se faire qu'en haut-lieu », soutient un député pro-régime. La même affirmation est entendue du côté des députés ayant voté pour la motion de déchéance et la motion de censure, à l'instar de Guy Rivo Randrianarisoa, questeur en charge de la bonne gouvernance et de la transparence à l'Assemblée nationale. D'après lui, les négociations politiques qu'impose le Pacte de responsabilité pourraient être les raisons de ce silence. **(L'Express de Madagascar, p. 5)**

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Economie et société

LA FIN DU DELESTAGE REPORTEE

Si le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Horace Gatien, annonçait la fin du délestage pour ce mois d'octobre, le nouveau deadline indiqué par la JIRAMA est fixé à la mi-novembre. « Dans notre programme, nous avons prévu la fin du délestage pour le 15 novembre, grâce au projet de renforcement de puissance de 60 mégawatts, dont 20 mégawatts implantés à Ambohimambola et assurés par la société Aggreko, et 40 mégawatts à Antanandrano assurés par la société AFL Power », explique Hery Bruno Nomenjanahary, directeur général adjoint Electricité de la JIRAMA. Toutefois, la situation météorologique déterminera, selon lui, la fin du délestage, car le pays est actuellement en période d'étiage. Par ailleurs, Hery Bruno Nomenjanahary a assuré qu'aucune hausse de facture d'électricité ne sera envisagée après la fin du délestage, contrairement aux rumeurs. (**L'Express de Madagascar, p. 7**), (**Tia Tanindrazana, p. 2**)

- A titre de rappel, ces deux entreprises fournisseurs d'énergie à la JIRAMA, à savoir la société Aggreko et la société AFL Power, ont été consultées d'urgence pour faire face aux coupures de courant qui sévissent dans plusieurs quartiers de la capitale. En tout, 24 générateurs d'électricité containerisés et des transformateurs sont à installer dans ces deux centrales thermiques situées à Antanandrano et à Ambohimambola. (**Midi Madagasikara, p. 3**)
- La Jirama et le ministère des Finances et du Budget travaillent conjointement pour que ces centrales thermiques fonctionnent normalement. En plus des 60 mégawatts fournis par ces deux entreprises, la société Henri Fraise a manifesté son intérêt d'ajouter 6 mégawatts à Antsirabe. (**Madagascar-Laza, p. 7**)
- **Les Nouvelles** adopte une attitude très critique vis-à-vis du délestage qui s'intensifie, principalement dans la capitale. Le quotidien relève les dommages causés par ce problème, en avançant que les usagers ne bénéficient d'aucun sursis sur le paiement des factures, mais malgré tout, ils sortent toujours perdants. (**p. 17**)
- En dépit de la déclaration de la direction de la Jirama annonçant la fin du délestage vers la mi-novembre, il ne faudrait pas se voiler la face ni s'attendre à ce que ce problème ne fasse plus partie du quotidien des usagers. Selon **Madagascar Matin**, le manque de volonté politique réelle est le principal frein pour mettre fin à ce fléau. En effet, les dirigeants continuent à opter pour des groupes fonctionnant au gasoil, au lieu d'utiliser des ressources renouvelables. (**p. 3**)
- De l'avis de **La Gazette de la Grande Ile**, l'Etat n'a d'autre réponse pour mettre fin au délestage que de recourir aux fournisseurs privés qui appliquent des tarifs élevés, grevant encore plus les problèmes financiers de la Jirama. (**p. 5**)

INSECURITE ALIMENTAIRE : LE SUD VICTIME DE LA MALNUTRITION

Il ressort de la campagne nationale de dépistage de la malnutrition dans le Sud, effectuée durant le premier trimestre de cette année, notamment dans les régions Anosy et Androy, que l'insécurité alimentaire atteint un seuil alarmant. En effet, dans ces deux régions, 10% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition modérée, et 3% de malnutrition sévère. La situation alimentaire dans le Sud ne s'est pas améliorée faute de pluies, ce qui a sérieusement compromis les récoltes durant la campagne agricole 2014-2015. Face à cette situation, des efforts de renforcement des activités d'assistance alimentaire sont en cours de concrétisation. Grâce à la collaboration du Programme Alimentaire Mondial avec l'Office National de Nutrition, 42 tonnes de supplément nutritionnel, baptisé Plumpy Sup, seront acheminés vers Madagascar par voie aérienne, pour combler le grand déficit en termes d'apports nutritionnels. (**Midi Madagasikara, p. 4**), (**La Vérité, p. 2**)

- D'après le bulletin du Système d'informations sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité de la FAO, plusieurs communes du district de Tsihombe n'ont plus aucune réserve alimentaire

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



depuis les deux dernières semaines du mois d'août. Face à cette réalité, le conseil du gouvernement a adopté une réponse non seulement théorique, mais démontre surtout que l'Etat ne s'est pas préparé financièrement à faire face aux risques et catastrophes. Ce communiqué relate que « le gouvernement met en œuvre des activités tendant à prospecter d'autres sources de financement et d'autres catégories d'intervention ». (**L'Express de Madagascar, p. 9**)

- A travers le communiqué émanant de la Primature, le gouvernement compte s'attaquer au « kere » ou à la malnutrition dans le Sud, en coordonnant les actions pour des résultats probants et durables, et en mettant en œuvre des activités tendant à associer tous les départements et entités concernés par cette question. (**Les Nouvelles, p. 2**)
- **Madagascar Matin** aborde la crise alimentaire qui frappe la partie Sud de Madagascar sur un ton alarmiste. En effet, le quotidien annonce que la période de soudure s'annonce rude, et avance une hausse du prix des denrées alimentaires pouvant atteindre jusqu'à 90%. (**p. 6**)

TRAFIC ILLICITE D'ESPECES PROTEGEES : UN RESEAU DEMANTELE

Quatre suspects, dont un Sri-Lankais, ont été interceptés avant-hier à Ambohimambola, pour avoir transporté 305 tortues classées parmi les espèces protégées. D'après les investigations de la gendarmerie, ces tortues de variétés endémiques de Madagascar, ont été braconnées dans les brousses de Tuléar, pour être vendues entre 12.000 et 35.000 Ariary l'unité. Les 4 suspects seront présentés ce jour devant le Parquet du Tribunal d'Anosy. (**L'Express de Madagascar, p. 10**), (**Midi Madagasikara, p. 20**), (**Madagascar Matin, p. 9**), (**La Vérité, p. 5**)

- La gendarmerie a indiqué que ce ressortissant Sri-Lankais n'en est pas à son premier coup, mais il a toujours réussi à éviter les contrôles des forces de l'ordre. (**Les Nouvelles, p. 8**)

Style et déontologie

En se basant sur le discours de Hery Rajaonarimampianina durant la cérémonie d'ouverture de la RSS, **Madagascar Matin** formule des propos à caractère sexiste, ternissant l'image des femmes. En effet, d'après la déclaration du Chef de l'Etat, les femmes doivent également participer à la lutte contre l'insécurité. Or, le quotidien estime que « Les femmes, déjà soumises aux problèmes ménagers et à la pauvreté, n'auront rien à faire pour corriger les échecs des forces de l'ordre et de la Justice contre les actes de banditisme ». (**p. 3**)

Madagascar Matin lance des affirmations gratuites vis-à-vis de la campagne de vaccination contre la poliomyélite entamée il y a quelques semaines à travers tout le territoire national. On peut lire entre les lignes que « le ministère de la Santé publique a procédé à une expérience non définie sur les enfants malgaches, afin de bénéficier davantage d'appuis financiers. Les enfants malgaches servent d'appât et de cobayes pour que le ministère de la Santé reçoive plus de financement ». (**p. 2**)

Concernant le triple carambolage de véhicules de transport en commun survenu hier à Ambohimangakely, le nombre de blessés diffère d'un quotidien à un autre. En effet, si **L'Express de Madagascar** avance 19 blessés, **Midi Madagasikara** et **Les Nouvelles** relèvent, pour leur part, une quarantaine. De son côté, **Madagascar Matin** fait état de 14 blessés, dont 3 graves. Par ailleurs, si les autres quotidiens n'ont relevé aucun mort durant la collision, **La Vérité** affirme qu'une personne a perdu la vie dans l'accident.

Format de couverture

Madagascar Matin publie la déclaration du parti politique Otrikafo et du FLN, pointant du doigt l'incompétence du régime actuel, et principalement de Hery Rajaonarimampianina. Dans cette

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



déclaration, les deux partis politiques dénoncent le mode de gestion de la JIRAMA et de la compagnie aérienne Air Madagascar, qui serait favorable aux étrangers, et ne cautionne pas le fait que le Chef de l'Etat n'ait pas parlé des Iles Eparses durant son discours aux Nations Unies, et qu'il ait affirmé, à son retour que cette question ne figure pas parmi les priorités du gouvernement malgache. Enfin, la déclaration incite les citoyens malgaches à se lever pour assurer la liberté de Madagascar. (p. 4)

Un peu d'humour



Les Nouvelles (p. 2)

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :
Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Honorine RAMISARIVELO: misa.ramisariveho@eces.eu
Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

